

## Ces économistes qui voudraient gérer la crise sanitaire en fonction du prix de la vie humaine et du PIB

Jean Gadrey, blog, 9 novembre 2020

---

[blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2020/11/09/ces-economistes-qui-voudraient-gerer-la-crise-sanitaire-en-fonction-du-prix-de-la-vie-humaine-et-du-pib](https://blogs.alternatives-economiques.fr/gadrey/2020/11/09/ces-economistes-qui-voudraient-gerer-la-crise-sanitaire-en-fonction-du-prix-de-la-vie-humaine-et-du-pib)

On les a vu apparaître avec le premier confinement (voir [cette tribune du 3 avril](#) intitulée « Nous ne sommes pas prêts à tout sacrifier pour augmenter notre espérance de vie ») et réapparaître encore plus avec le second. Ces deux confinements les ont peiné, mais pour d'autres raisons que les miennes, qui sont l'absence totale de démocratie, le bricolage, les revirements inconséquents et les mensonges, le refus d'augmenter nettement les capacités de soin depuis la crise de mars, l'incapacité à mettre en œuvre des tests et des suivis efficaces, etc. Eux, ce qui les a chagrinés, c'est le déficit de croissance. Et ils se sont demandé jusqu'à quel point on pouvait ainsi sacrifier le PIB sur l'autel de la santé, et surtout quelles méthodes d'économistes permettraient aux politiques de prendre des décisions selon une saine rationalité économique mettant en balance ce que coûte un confinement (pour eux, un déficit de PIB), et ce qu'il rapporte en valeurs monétaires des vies ainsi sauvées.

Ils ont alors proposé des solutions formidables de comptables de la vie humaine et du PIB. En France, le plus médiatique, régulièrement publié par Le Monde, c'est Christian Gollier, le directeur de la « Toulouse School of Economics ». Mais il y a aussi Patrick Artus, le prolifique directeur de la recherche et des études de la banque Natixis et membre du Cercle des économistes. S'y ajoutent quelques comparses du champ de l'économie dominante, orthodoxe, parfaitement néoclassique, la seule sérieuse à leurs yeux.

Dans une [récente tribune du Monde](#), Christian Gollier nous explique ainsi que « L'État se doit de prendre des décisions sanitaires... qui n'accordent pas une valeur infinie à la réduction de notre risque de mortalité. Concrètement, en France, l'État utilise la valeur de 3 millions d'euros par vie [chiffre tiré d'un rapport de 2016]. Les 30 000 morts de la première vague sont donc équivalents en termes de bien-être collectif à une chute de 4 % du PIB annuel. Cela est à comparer aux 20 % du PIB annuel qui se sont évaporés à la suite des arrêts de travail imposés par le premier confinement ».

Vous n'y aviez pas pensé, ignorant.e.s que vous êtes, mais c'est pourtant clair : si la décision du premier confinement fait baisser le PIB annuel de 20 %, alors il est économiquement stupide (pour C. Gollier) de perdre autant de « bien-être collectif » (c'est le PIB, pour de tels économistes) alors que les « 30.000 morts de la première vague » ne nous ont fait perdre collectivement que 30.000 fois 3 millions d'euros, soit 90 milliards, soit seulement 3,7 % du PIB de 2019 (2427 milliards d'euros).

Pour le dire autrement, un confinement faisant perdre 20 % du PIB n'aurait de sens économique que si, en face, on avait 162.000 morts (30.000 multipliés par 20/3,7), ou 162.000 vies à sauver.

Première remarque : le chiffre de 20 % est largement gonflé par Christian Gollier pour les besoins de la cause. Actuellement, les estimations de l'Insee pour l'impact négatif du premier confinement tournent autour de 9 à 10 % du PIB (voir [cette source](#)). Christian Gollier manie les données de curieuse façon.

Deuxième remarque : Christian Gollier commet une sérieuse bourde à l'intérieur de sa propre logique. Il compare le coût collectif du confinement au coût collectif (supposé) des « morts de la première vague ». Or le confinement avait pour objectif (officiel) de sauver des vies. Il devrait donc être comparé au bénéfice collectif (supposé) **des morts évitées**, en évaluant ce qui se serait passé sans ce confinement. Si en trois mois on avait abouti par exemple à 100.000 morts supplémentaires par absence de confinement (l'étude de [l'Imperial College de Londres](#) avançait même des chiffres de plusieurs centaines de milliers de morts évitées en France), le bénéfice monétaire au sens de Gollier d'un confinement évitant ces morts aurait été de 300 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB, soit plus que la perte de PIB telle qu'évaluée par l'Insee...

Mais l'essentiel n'est pas dans cette comptabilité macabre, il est dans l'insupportable impérialisme économique qui veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes et des vies pour des prix.

## LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA VIE

D'où vient ce chiffre ainsi balancé comme une évidence : « en France, l'État utilise la valeur de 3 millions d'euros par vie » ? Il provient d'estimations d'économistes dont la fragilité, les méthodes et les hypothèses sont soigneusement cachées aux profanes. Il provient surtout de la conviction (c'est l'impérialisme économique néoclassique) que tous les grands choix politiques peuvent être traduits en coûts et bénéfices monétaires, quitte à faire passer sous les fourches caudines du calcul économique ce qui, aux yeux de presque tout le monde, compte le plus dans la vie sans pouvoir être compté en monnaie. Y compris la vie et la mort, les espèces en voie de disparition, la biodiversité ou un climat vivable.

J'ai reporté en annexe pour les personnes très courageuses quelques précisions sur l'évaluation économique du coût de la vie ou de la « valeur de la vie statistique » (en anglais Value of a Statistical Life, VSL pour les intimes). Une notion, la « vie statistique », dépourvue de sens aux yeux de la grande majorité des gens, mais passons.

Je pense que les gens normaux, qui n'ont pas été formés ni déformés par l'économie néoclassique, auront vite fait de comprendre que c'est du délire comme seule peut en produire une secte de croyants, appuyés et financés par l'oligarchie ou ses représentants politiques qui ont un intérêt évident à la domination d'idées néolibérales. Une secte qui a pignon sur rue, « Nobel » (de la Banque de Suède) à l'appui, et qui est parvenue à

verrouiller en grande partie les institutions de la profession d'économiste et à envahir les administrations centrales et certains médias. Fort heureusement, une minorité active résiste vigoureusement.

Je termine par une formule qui résume mon approche : dans le petit livre que j'ai écrit avec Aurore Lalucq « Faut-il donner un prix à la nature ? », nous avons retenu cette idée : la nature n'a pas de prix, mais la protéger a un coût. S'agissant de la vie et de la santé humaine je dirais : la vie et la santé humaines n'ont pas de prix, mais en prendre soin a un coût. Si ceux qui nous dirigent n'étaient pas les victimes consentantes ou les complices actifs d'idéologies néolibérales, ils auraient compris qu'un bon système public de santé et de prévention est non seulement essentiel pour les gens et leur bien vivre, mais aussi un « facteur de production économique » majeur, surtout en situation de choc sanitaire inattendu. Et qu'il en va de même du soin apporté aux écosystèmes, dont le climat.

**Pour une analyse très complémentaire de la mienne, prenant cette fois Patrick Artus comme cible principale de la critique, voir [ce billet récent de Jean-Marie Harribey](#).**

## ANNEXE

J'ai mentionné à la fin divers liens vers des articles de quotidiens ou magazines sur la valeur économique de la vie, articles dont je ne partage pas l'économisme mais qui font partie des informations utiles.

**J'ajoute deux de mes billets publiés en 2015. L'un était intitulé « on nous prend vraiment pour des coûts », l'autre « quand la monétarisation de tout (pour la bonne cause) tourne au délire économique ». En voici un extrait :**

La valeur économique de la vie humaine selon l'OCDE

Cette méthode est longuement explicitée aux pages 14 à 36 d'un [rapport de l'OMS](#) de 2015 consacré aux coûts de la pollution de l'air. Je résume fortement. Lorsque j'ai écrit dans le billet que le coût d'une vie humaine préservée était estimé sur la base d'enquêtes révélant ce que les gens sont prêts à payer pour éviter une mort prématurée, c'était une simplification. On ne demande à personne s'il est prêt à payer trois millions d'euros pour cela !

On leur demande en réalité ce qu'ils seraient prêts à payer « marginalement » pour réduire de x % leur risque de mourir prématurément, sachant que cela implique de la part de ces individus merveilleusement rationnels un arbitrage entre moins de consommation et moins de risques de décéder. Selon le rapport, c'est d'une « élégante simplicité »... Je peux citer cet extrait central du rapport (la traduction est de moi) :

« La façon la plus simple de découvrir la bonne propension individuelle à payer est – évidemment – de le demander directement aux personnes. Une enquête est en fait le point de départ des calculs. L'OCDE décrit le processus permettant d'obtenir la « valeur

de la vie statistique » à partir d'une telle enquête [gros rapport de 123 pages [accessible via ce lien](#)]. On aboutit au chiffre de 30 dollars pour une réduction du risque annuel de mortalité par la pollution de l'air de 3 pour 100.000 à 2 pour 100.000. Cela signifie que chaque individu est prêt à payer 30 dollars pour garantir une telle réduction de 1 pour 100.000. Dans cet exemple, pour un ensemble de 100.000 personnes, une vie serait préservée annuellement. En faisant la somme des 30 dollars pour 100.000 personnes, on obtient 3 millions de dollars, c'est la valeur de la vie statistique ». Fin de citation, que je complète : ces 3 millions de dollars correspondent à ce que le collectif des 100.000 est prêt à payer pour sauver une vie par an dans le contexte de la pollution de l'air. C'est la valeur statistique de cette vie. Bien entendu, de nombreux risques vitaux autres que la pollution de l'air sont soumis à de semblables enquêtes qui ont commencé en France dans les années 1990.

Élégante simplicité ou parfaite stupidité ? Vous vous imaginez en train de répondre à la question suivante : combien serais-je prêt à déboursier pour sauver une vie sur 100.000 autour de moi (peut-être la mienne...), qu'il s'agisse de la pollution de l'air, du tabac, d'une épidémie ou de n'importe quoi ? J'ai regardé de près le gros document de l'OCDE sur cette méthode fabuleuse et je n'y ai pas trouvé d'indications sur le taux de non-réponse ni sur les personnes déclarant qu'elles sont incapables de répondre, que cela n'a pas de sens, etc. J'ai en revanche trouvé (page 25) un bon bilan des études existantes aux États-Unis, pays pionnier dans ce genre d'exercice. **La valeur de la vie peut aller dans ce seul pays d'un petit million de dollars à 21 millions**, bon indicateur d'incertitude radicale. Et comme la propension à payer pour sauver sa peau est plus ou moins proportionnelle au revenu par habitant, vous comprenez que la valeur économique de la vie est dix fois supérieure aux États-Unis à ce qu'elle est, par exemple, en Thaïlande, et 100 fois supérieure à ce qu'elle est au Togo...

Quelques liens pour terminer

**Chiffrer « le prix d'une vie humaine » par Béatrice Cherrier, Le Monde du 29/09/2018**

**Pourquoi la vie d'un Français vaut 3 millions d'euros ? Libération, par Philippe Brochen et Charlotte Belaïch — 2 septembre 2016**

**Combien vaut la vie ? Les économistes s'emparent de la question face au déconfinement UP magazine, 12 mai 2020**